

Bonjour **Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement**,

Agents et Principaux,

Toujours en référence à votre dossier P-2025-008, merci de votre confirmation du 29 juillet et de votre participation à la démonstration. Je résume la situation pour conclure.

Je me suis publiquement authentifié comme étant cette unique « **personne** » faite de chair, de sang et d'esprit, qui peut sceller ses lettres de son empreinte autographiée et se déplacer au bureau de poste pour les envoyer ou les récupérer suivant la même adresse postale et physique où elle habite, toujours en référant à « **eric blackburn** » ou « **eric de la famille blackburn** » suivant son affidavit du 17 octobre 2025 afin qu'elle soit distinguée de toutes autres « **fictions légales** » qu'elle a le choix de représenter; et tout ceci, dans le but avoué publiquement de vous identifier en mesurant si réellement, cela vous pose problème de reconnaître l'« **homme vivant** » qu'elle incarne.

Et manifestement, c'est le cas; conséquence anticipée d'une volonté de masquer la réalité de ce crime impardonnable commis contre l'humanité d'avoir remplacé ses gouvernements nationaux légitimes par des « **Corporations Municipales et Commerciales Incorporés** » comme le « **Gouvernement du Canada** », les « **UNITED STATES** », « **the United States of America** », la « **Couronne Britannique** », le « **Vatican** » et ainsi de suite partout dans le monde avec leurs différentes « **Agences** » pour justifier et déguiser son esclavage.

Et l'élément central de cette « **Grande Fraude** » repose justement sur la non reconnaissance ou la disparition de l'« **homme vivant** » en lui inventant de « **fausses identités** » à lesquelles on le force constamment à vouloir s'identifier sans qu'il le sache; pour inverser les « **rôles obligataires** » et prétendre à sa « **tutelle** » et à son « **héritage abandonné** » afin de marchander ses droits naturelles comme des priviléges contrôlés et accordés commercialement par une « **Autorité** » autre que la sienne (voir pièce d'identification jointe en annexe (droit de circuler librement) ou le formulaire de demande de renseignements personnels (droit d'accès à l'information)).

En effet, vous ne m'écrivez jamais en tant qu'« **eric blackburn** » tel que demandé et vous êtes incapables de me dire spécifiquement par écrit si, oui ou non, je suis légalement la même et unique « **personne** » qu'« **Eric Blackburn** » ou « **ERIC BLACKBURN** » à lesquels vous écrivez par la poste.

Ensuite, au lieu de simplement me réexpédier tout naturellement les lettres que je vous ai écrites en évoquant si besoin est le « **Principe du demandeur** », comme l'a fait cet agent du « **Ministère de la justice Canada** » (<https://no-thingman.com/preuve#1ermai>), vous tergiversez encore une fois en essayant de me contraindre à remplir un formulaire présenté comme optionnel pour recueillir des informations générales et publiques que je vous ai déjà transmises par écrit et dont je ne demande aucune protection particulière, bien au contraire.

Nous nageons donc dans l'absurdité administrative, à moins que ceci est justement l'astuce utilisée pour que je reconnaisse la juridiction d'un « **gouvernement commercial étranger** » en faisant ma demande officiellement en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, qui

est une *Loi Commerciale Britannique Territoriale (5 U.S.C. 552 a)* et à laquelle vous dites être assujetties comme « **Office** » ce qui confirme votre nature et votre identité par le fait même.

Or de mon côté, je vous l'ai dit, ma demande relève d'une autre juridiction, d'une autorité supérieure à la vôtre et à laquelle vous êtes tenus de répondre.

Je suis l'option manquante sur votre formulaire, l'homme né en ces terres du canada, l'autochtone fonctionnant dans ses juridictions naturelles et non commerciales, l'habitant, l'homme vivant, l'employeur, le crééditeur, le bénéficiaire prioritaire, l'héritier de ce monde, le chaînon manquant! Que dire d'autre, me mentir n'est plus une option.

Mais en prévision de la fermeture annoncée de votre dossier, ceci est donc une dernière occasion pour vous de prouver publiquement que je me trompe en écrivant tout bonnement et pas autrement à l'homme vivant « **eric blackburn** » au :

3625, #3, rue Evelyn, Verdun (Québec), H4G 1P4

Merci de votre attention en la matière.



eric de la famille **blackburn**

**Post-scriptum :**

Par définition, un ou une suite de mensonges doivent reposer ultimement sur la base de la vérité, par définition « absolue ». En gros, la vérité c'est « Ce Qui Est », le mensonge c'est de ne pas le reconnaître en le cachant. Conséquemment, il doit y bien y avoir un homme vivant à quelque part, pas le choix. « Coucou »! c'est moi; osez le dire.





## Formulaire de demande de renseignements personnels

Ce formulaire peut être utilisé pour demander votre droit d'accès à vos renseignements personnels détenus par des institutions gouvernementales assujetties à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez consulter les instructions avant de remplir ce formulaire. Vous pouvez également présenter une demande par l'entremise du Service de demande en ligne d'AIPRP ([atip-aiprp.tbs-sct.gc.ca](http://atip-aiprp.tbs-sct.gc.ca)) ou envoyer une demande écrite à l'institution gouvernementale à partir de laquelle vous demandez des renseignements personnels.

### Énoncé de confidentialité

Les renseignements personnels fournis dans ce formulaire sont recueillis et protégés en vertu des dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ils sont conservés et utilisés comme il est décrit dans le fichier de renseignements personnels POU 901 par l'institution à laquelle le présent formulaire est soumis. Toute question concernant la collecte, l'usage ou la divulgation de ces renseignements doit être adressée au coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de l'institution à laquelle le présent formulaire est soumis. Les renseignements sont utilisés pour traiter et répondre aux demandes officielles faites en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, y compris les demandes de correction, les plaintes, les enquêtes et les contrôles judiciaires subséquents, le cas échéant. L'omission de fournir ces renseignements pourrait entraîner une incapacité de traiter votre demande. Vous avez le droit à l'accès à vos renseignements personnels ainsi que le droit à la correction et à la protection de celles-ci en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada au sujet du traitement de votre demande de renseignements personnels.

J'accepte l'énoncé de confidentialité ci-dessus

### Renseignements personnels

#### Je suis :

- un citoyen canadien ou résident permanent
- un étranger présent au Canada
- un étranger qui n'est pas présent au Canada

*définition?*

#### Nom de famille :

#### Prénom(s) :

Adresse actuelle (numéro, rue, app., ville, province/territoire/état, code postal/code ZIP, pays.) :

Téléphone, télécopieur, adresse courriel :

TBS/SCT 350-58F (Révisé 07/2022)

Canada

## Correspondance

Veuillez indiquer votre langue de communication préférée avec l'institution fédérale :

- Anglais       français

Veuillez indiquer votre méthode de communication préférée avec l'institution fédérale :

- adresse courriel  
 téléphone  
 lettre  
 télécopieur

## Renseignements sur votre demande

Institution gouvernementale à partir de laquelle vous demandez des renseignements personnels :

J'aimerais avoir accès aux renseignements demandés :

- en l'état       en anglais       en français

Veuillez décrire votre demande, y compris des détails précis tels que les dates ou les plages de dates, et des détails qui pourraient aider l'institution à trouver vos renseignements plus rapidement.

lettre du 17 juillet

J'aimerais avoir accès aux renseignements demandés :

- en copies électroniques
- en copies papier
- en personne dans les bureaux du gouvernement

### **Attestation (veuillez sélectionner une seule option)**

Si vous avez coché la case 2, veuillez soumettre le consentement de la ou des personne(s).

Si vous avez coché la case 3 ou 4, veuillez soumettre une autorisation ou des documents juridiques pour démontrer que vous avez le droit de présenter une demande pour une autre personne.

- 1. Je demande des renseignements personnels sur moi-même.
- 2. Je demande des renseignements personnels et ils peuvent contenir des renseignements personnels d'une autre personne et j'ai leur consentement.
- 3. Je demande des renseignements personnels au nom d'une autre personne et je suis autorisé à le faire.
- 4. Je demande des renseignements personnels d'une autre personne qui est décédée et je suis autorisé à le faire.

Date (aaaa-mm-jj)

### **Renseignements supplémentaires**

Veuillez joindre avec ce formulaire des copies de vos documents d'identité.

Veuillez noter que l'institution peut communiquer avec vous pour vérifier votre identité et confirmer que votre demande satisfait aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, du *Règlement sur la protection des renseignements personnels* et des politiques connexes.

Si l'institution n'est pas en mesure de vérifier votre identité, malgré tous les efforts déployés pour le faire, votre demande pourrait ne pas être traitée.